

Affaires courantes

Les pétitionnaires soulignent qu'il s'agit véritablement d'une 34^e hausse de taxe. Ils font remarquer également que tout augmente: les taxes, l'inflation, les taux d'intérêt et le chômage.

Ils demandent au Parlement d'avoir la décence de retirer une taxe qui nuit aux personnes âgées, aux étudiants, aux petites entreprises et ainsi de suite.

L'ÉDUCATION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Madame la Présidente, ma deuxième pétition concerne l'éducation.

Les pétitionnaires font remarquer que le gouvernement a diminué de 485 millions de dollars les transferts faits aux provinces. Ils s'inquiètent de la fermeture des centres d'emploi sur les campus, ce qui, à leur avis, réduit leurs chances de trouver un emploi. Ils s'élèvent surtout contre la taxe de 3 p. 100 sur les prêts consentis aux étudiants.

J'ignore si vous le saviez, madame la Présidente, mais les étudiants sont appelés à payer avant même d'avoir obtenu leur prêt. Et dire que le gouvernement parle de la valorisation du savoir et de la compétitivité!

LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de présenter à la Chambre des pétitions venant de la circonscription de Hamilton Mountain et d'ailleurs au Canada. Les pétitionnaires appuient le droit à la négociation collective.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de continuer à rejeter l'imposition de gels des salaires et de réaffirmer son appui au principe de la négociation collective libre pour les travailleurs du Canada.

VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition au nom des habitants de la Nouvelle-Écosse, du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario.

Les pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement d'appuyer le plan du NPD en vue de rétablir les services de VIA Rail qui ont été supprimés le 15 janvier 1990, de maintenir, voire d'améliorer au besoin, les lignes qui desservent les régions éloignées et qu'utilisent de nombreux Canadiens, de prévoir un man-

dat législatif pour VIA Rail et de mettre à la disposition de VIA les ressources nécessaires pour lui permettre de devenir un réseau de chemin de fer moderne, comparable aux autres réseaux du monde occidental. Les pétitionnaires veulent remettre le Canada en mouvement.

LA YUGOSLAVIE

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Madame la Présidente, j'ai l'honneur et le privilège de présenter aujourd'hui des pétitions signées par la communauté croate de la ville que je représente, Thunder Bay.

Cette communauté implore le gouvernement de tenir compte de sa profonde inquiétude au sujet du sort des familles et des compatriotes de ces gens en Yougoslavie et en particulier en Croatie.

Ce que les pétitionnaires essaient de nous dire, essentiellement, par leurs pétitions, c'est que le gouvernement canadien devrait s'acquitter de ses obligations conformément à la position historique du Canada, depuis 1956, et à son rôle au sein des Nations Unies, et prendre l'initiative de l'effort de paix nécessaire pour ramener la paix et l'ordre en Croatie et reconnaître l'indépendance et la souveraineté de cette nation.

J'ai le privilège de présenter ces pétitions au nom de la communauté croate de Thunder Bay.

LA CONSTRUCTION NAVALE

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Madame la présidente, pendant que j'ai la parole, je voudrais présenter la pétition suivante qui contient plus de 1 000 noms de métallos de la région de Thunder Bay. Ils demandent au gouvernement de reconsidérer son programme concernant le contrat de défense pour les drageurs de mines, actuellement en attente.

Les pétitionnaires s'inquiètent de la viabilité future des chantiers navals en Ontario. Ils savent que si l'Ontario ne reçoit pas une partie de ce contrat du gouvernement, une partie du programme des drageurs de mines, l'industrie navale de la province s'effondrera, mettant au chômage des tas de travailleurs, non seulement ceux des aciéries qui sont actuellement membres du syndicat des chaudronniers à Port Weller, mais aussi ceux de tous les chantiers navals de Thunder Bay.

Par conséquent, j'ai le plaisir de présenter cette pétition en leur nom et d'implorer le gouvernement d'agir en conséquence.